



Déclaration Liminaire
au CHSCT du 25 juin 2018



Monsieur le président,

Solidaires Finances Publiques réuni la semaine dernière pour son 31ème Congrès, est plus que jamais, résolu et déterminé à défendre les agents de la DGFIP et leurs conditions de travail à travers sa fédération Solidaires aux Finances, a adopté à l'unanimité la motion dont nous allons vous donner lecture et qui tiendra lieu de déclaration liminaire.

« Solidaires Finances Publiques a toujours défendu un service public de qualité et exigé que les agent(e)s des finances publiques aient les moyens d'assurer l'ensemble de leurs missions. Dans ce cadre, les conditions de travail ont toujours été une priorité revendicative de notre syndicat. Notre approche est globale et porte notamment sur la déconnexion entre les moyens, en baisse, et la charge ou la complexité du travail, en hausse, sur le management de moins en moins technicien, sur les restructurations ou encore sur les instances de dialogue social.

Après les suppressions de postes, l'ASR et la remise en cause des règles de gestion, les annonces explosives sur le devenir de la fonction publique nous font changer d'ère. La remise en cause des instances de représentant(e)s des personnels s'inscrit dans cette logique. Il en va ainsi de la limitation des prérogatives des CAP et la réduction de leurs moyens. En matière de recrutement, de formation, de rémunération, de mobilité et de déroulé de carrière, le gouvernement entend en effet briser les garanties collectives actuelles et veut imposer une gestion individualisée des personnels. Le gouvernement veut également fusionner les instances CT avec le CHSCT. Ce dernier, par des dispositifs spécifiques (droit d'alerte, enquêtes...) permet de rappeler à l'administration ses obligations d'assurer la sécurité et de protéger la santé physique et mentale des travailleurs (art. L. 4121-1 du Code du travail). Cette instance est essentielle : l'administration est obligée d'y parler des conditions de travail des agent(e)s. La fusion de ces instances, c'est la dissolution programmée de la question du travail et de son organisation dans une instance « fourre-tout » où on parlera de tout mais surtout de rien. Tout ceci participe à la dégradation des conditions de travail.

La situation est d'autant plus inquiétante au regard des mesures futures que la DGFIP entend mettre en œuvre pour soi-disant « assurer » la prévention des risques psychosociaux. Consciente de la dégradation des conditions de travail et de l'état de ses cadres intermédiaires qui ne sont plus en mesure d'accompagner les changements qui sont à venir, la DGFIP cherche des solutions pour éviter un drame social à la mesure de ce qu'a connu France Télécom. Pour cela, ses réponses sont l'élaboration de charte de bonnes relations de travail, la mise en place de cellule d'écoute psychologique et le pompon, la semaine Qualité de Vie au Travail (QVT), qui fera se « challenger » les différents services pour trouver des solutions innovantes en matière d'amélioration de la « qualité de vie au travail » avec un trophée à la clef. Il s'agit d'un véritable tournant sur sa conception des conditions de travail qui est passé en quelques années d'une approche collective à une approche individuelle et stigmatisante.

Solidaires Finances Publiques dénonce avec fermeté ces dispositifs. En plus de faire peser sur les agent(e)s en difficulté la responsabilité de leur état, ces mesures n'amélioreront pas leur quotidien. Il s'agira de simples rustines masquant des réalités de travail catastrophiques. C'est l'organisation du travail qui est en cause. Les pouvoirs publics sont responsables par leurs choix de l'accroissement de la souffrance au travail et de la dégradation de la qualité des missions de service public. Solidaires Finances Publiques exigent la mise en place d'une véritable politique d'amélioration des conditions de travail.

En cette période critique, soyons actrices et acteurs et non victimes du changement. Solidaires Finances publiques mettra tout en œuvre pour continuer à faire de la santé, de la sécurité et des conditions de travail un véritable enjeu politique. Nous exigeons que l'administration respecte ses obligations en la matière, et donne l'ensemble des informations sur les projets de restructuration à venir à l'ensemble des agent(e)s concerné(e)s. Reprenons le pouvoir sur l'exercice de nos missions et défendons un travail de qualité ! Nos spécificités font la force et la réactivité de la fonction publique. Notre technicité au service des usagers assure un service de qualité. Le service public n'est pas une marchandise. Les conditions de travail, c'est-à-dire notre santé au travail et le sens même de notre travail ne sont pas négociables. »

Les représentants Solidaires Finances au CHSCT de l'Eure